

## **« 2014-2024 » : dix années d'agression de la Russie en Ukraine, premières conclusions**

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs en vos titres et qualités,

Les premiers mots qui viennent à l'esprit quand on évoque l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la réaction internationale sont ... « trop peu et trop tard ». On pourrait y ajouter « beaucoup de promesses et trop peu de concrétisation ».

Si l'on parle du « trop peu, trop tard », on se souviendra que le 23 février 2022, c'est-à-dire la veille de l'agression à grande échelle lancée par la Russie contre l'Ukraine, à part quelques milieux bien renseignés, fort peu de personnes même haut placées croyaient que la Russie agresserait l'Ukraine.

Globalement, les démocraties occidentales considéraient les Russes comme des partenaires fiables, dignes de confiance, notamment d'un point de vue économique et commercial.

On se basait tacitement sur le principe « post Yalta » de zones d'influence, sans trop se préoccuper des remises en question induites par la chute du mur de Berlin (il y a pratiquement 35 ans, jour pour jour, au moment où nous nous réunissons à Pristina) et puis par la disparition de l'URSS et l'émergence de 15 républiques qui chercheront à s'intégrer dans le concert des nations.

Dans une Ukraine bercée pendant des décennies au son de la propagande soviétique-russe avec le slogan des soi-disant « peuples frères », là aussi, très peu de gens osaient imaginer une attaque frontale de la Russie...et ce malgré la déstabilisation du Donbass et l'annexion de la Crimée en 2014, après la chute du gouvernement du Président Ianoukovytch et sa fuite vers la Russie, provoquée par la révolution de la « dignité » avec les manifestations de masse du Maïdan.

Ce fut donc d'abord l'Ukraine qui se réveilla. Son Président, Volodymyr Zelenskyi, que l'on connaissait surtout comme comédien, apparut

sous un visage totalement différent. Quand les Américains lui proposèrent de l'exfiltrer, il leur répondit à la manière d'un Churchill, « ce n'est pas d'un taxi mais d'armes que j'ai besoin ».

La résistance inattendue et ingénieuse des Ukrainiens suscita d'abord l'étonnement, puis l'admiration et enfin le soutien de bon nombre de démocraties. L'étonnement frappa tout autant la Russie qui pensait faire tomber l'Ukraine en quelques jours puisque dans les paquetages des soldats venus du Nord, on découvrit des uniformes de parade qui devaient être utilisés lors d'un défilé de la victoire sur le Khrechtshatyk, les Champs-Élysées de Kyiv.

Mais le soutien du camp démocratique restait mesuré et limité par crainte de se voir entraîner dans un conflit pour lequel personne n'était prêt. Au-delà du conflit proprement dit, on craignait la moindre escalade...on se souvient des « fameuses lignes rouges » brandies par Moscou et qui n'ont rien donné à part le fait de ralentir au maximum l'aide fournie à l'Ukraine. On se souviendra du débat futile sur les armes défensives ou offensives,

puis les armes léthales ou non...entre nous, vous connaissez des armes non léthales ?

Mais on a longtemps hésité à livrer des « stinger » à l'Ukraine, puis des chars, puis des avions...qu'on a fini par livrer. Si dès le début de l'agression à grande échelle de la Russie une aide conséquente avait été livrée à l'Ukraine, les troupes russes auraient pu être refoulées et n'auraient pas eu la possibilité de se fortifier dans les espaces qu'elles avaient conquis. Le scénario aurait été complètement différent.

Pendant ce temps, la Russie ne se privait pas d'utiliser toutes les armes qui étaient en sa possession à part le nucléaire qu'elle ne cessait de brandir comme élément ultime de chantage et de dissuasion. En plus, elle consolidait et fortifiait ses positions sur les territoires conquis.

Si on évoque les promesses non tenues, il convient tout d'abord de rappeler le Mémoire de Budapest de 1994. L'Ukraine, qui était alors la 3e puissance nucléaire mondiale, cédait tout son arsenal nucléaire à la Russie contre une garantie de protection de sa souveraineté, de son intégrité

territoriale et de sa sécurité par les puissances signataires (Etats-Unis, Russie, Royaume-Uni, avec des déclarations séparées de la France et de la Chine). Vu ce qui s'est passé avec l'Ukraine, quel autre Etat pourrait-il songer aujourd'hui à se séparer de son arsenal nucléaire et croire à des promesses de garantie qui sont restées lettre morte dès le premier problème ?

Continuant dans le registre des promesses non tenues, l'Europe s'est rapidement rendue compte qu'elle ne disposait pas des capacités nécessaires pour produire et donc fournir la quantité de matériel ou de munitions dont l'Ukraine avait besoin pour se défendre contre ce que l'on considérait à l'époque comme la deuxième armée du monde.

Ensuite, il a fallu tenir compte du fait que les démocraties sont plus vulnérables que les régimes totalitaires... elles doivent rendre compte à leurs citoyens, elles sont soumises à des processus électoraux et elles sont perméables aux idées de ceux qui s'opposent à elles...une démocratie qui

ne défend pas ses fondamentaux est condamnée à disparaître.

Après avoir vécu pendant plus de trente ans des dividendes de la paix, en désinvestissant notamment dans les secteurs de la défense, l'Europe s'est réveillée déstabilisée et incrédule ...

Mais c'est souvent en période de crise que l'Europe parvient à se réorganiser et à progresser.

On assiste à un revirement radical quant à la politique de défense en Allemagne, on voit la Finlande et la Suède rejoindre l'OTAN qui sort, selon le Président Macron, de son « état de mort clinique » et on assiste à une remobilisation de l'Union Européenne. On voit même apparaître aujourd'hui, dans la nouvelle Commission, un poste de commissaire à la Défense et à l'Espace...

Et pourtant, les signes avant-coureurs n'avaient pas manqué...les deux guerres de Tchétchénie (de 1994 à 1996, puis de 1999 à 2009), la guerre de Géorgie en 2008, l'invasion de la Crimée et la pénétration du Donbass en 2014...tout cela, sans grandes réactions des démocraties mondiales.

Parallèlement, nous avons vu, du côté russe, le développement de ce que l'on appelle « Rouskii Mir » (le Monde russe) avec la création en juin 2007 d'une fondation du même nom, destinée à la diffusion de la langue et de la culture russes à travers le monde; puis en septembre 2008, la création de « Rossotroudritchestvo » agence d'Etat chargée principalement de l'administration des échanges culturels et de l'aide étrangère, notamment en Amérique latine et en Afrique; sans oublier le lancement en avril 2005 de la chaîne de télévision internationale « Russia Today » et de l'agence de presse multimédia « Spoutnik » en novembre 2014.

Rappelons brièvement deux éléments indispensables afin de poursuivre notre analyse.

Tout d'abord, la doctrine « Guérassimov » et puis, les raisons évoquées par la Russie pour s'attaquer à l'Ukraine...

## **La doctrine Guérassimov »**

Il est intéressant de voir que les institutions que nous venons d'évoquer sont créées peu avant ou peu après la guerre de la Russie avec la Géorgie qui a lieu du 7 au 16 août 2008...et dans la foulée de la « révolution orange » de 2004 en Ukraine.

Si l'on élargit quelque peu le spectre de notre analyse, il convient également de replacer tout ce qui précède dans le cadre d'un document fondamental qui est la doctrine militaire russe de décembre 2014 mieux connue sous le nom de doctrine « Guérassimov ». « Dans un article publié en amont de la Conférence de Moscou sur la Sécurité Internationale (CMSI – mai 2014) et qui a été consacrée aux « révolutions de couleur », le général Guérassimov, chef d'état-major des forces armées russes, développe un raisonnement selon lequel il estime que c'est l'évolution sociopolitique qui a rendu possible les révolutions de couleur modifiant par ce fait même la nature des conflits

armés. Il arrive à la conclusion que « les règles mêmes de la guerre ont changé »<sup>1</sup>.

La source de pouvoir de l'Etat ne réside plus dans les forces armées d'un Etat mais dans le potentiel contestataire de sa population. En fait, l'importance relative entre l'action militaire et non militaire s'est inversée<sup>2</sup>. « Le focus des méthodes de combat utilisées lors des conflits modernes s'est orienté vers l'emploi généralisé de mesures politiques, économiques, informationnelles, humanitaires et autres – appliquées en synergie avec le potentiel contestataire de la population. Tout cela est complété par l'utilisation secrète des forces spéciales, y compris l'exécution d'opérations d'information. L'utilisation ouverte de la force armée – souvent en guise de maintien de la paix ou de gestion de crise – se limite au stade final, essentiellement pour la consolidation du succès final dans le conflit. »<sup>3</sup>

Cette approche est ancrée fermement dans les institutions politiques et militaires russes. Ce qui

---

<sup>1</sup> Les nouveaux défis nous obligent à repenser la nature et les méthodes de la guerre, Valéry Guérassimov, Military-Industrial Courier, 27 février 2013

<sup>2</sup> La pensée militaire russe : « Guerre sans contact, guerre sans victoire », Erik Claessen, Revue Défense Nationale 2016/5 (N°790), pages 103 à107

<sup>3</sup> V. Guérassimov, op. cit.

précède est souvent repris sous un vocable qui aujourd'hui nous est devenu familier, celui de « guerre hybride ».

Il s'agit d'une guerre totale, commençant par l'infiltration, l'ingérence (notamment par des cyberattaques), la déstabilisation et se terminant si besoin est par l'intervention armée. Nous pouvons déjà en ressentir certains aspects dans nos pays respectifs

### **Objectif Ukraine...ou plus ?**

Si l'on s'interroge sur la fin de la guerre ou la façon d'en sortir, il convient de voir comment ceux qui l'ont initiée la justifient...et voir s'ils ont atteint leurs objectifs ou si on peut les empêcher d'atteindre ceux-ci.

Le 4 avril 2022, le site de l'agence de presse russe Ria Novosti a mis en ligne une tribune de Timofeï Sergueïtsev qui revient sur le concept de « dénazification » utilisé par Poutine pour justifier son agression sur l'Ukraine et explicite ce concept, dont il est un des principaux idéologues et théoriciens.

Ce texte exprime pour la première fois, sans aucune ambiguïté, que la guerre menée par Poutine ne s'attaque pas seulement à l'Ukraine mais à **l'ensemble des valeurs européennes et occidentales** : « **L'Occident collectif est lui-même le concepteur, la source et le sponsor du nazisme ukrainien...** la dénazification sera inévitablement une désukrainisation...l'Ukraine, comme l'histoire l'a montré, ne peut exister en tant qu'Etat-nation et les tentatives de « construction » d'un tel Etat mènent inévitablement au nazisme...**la dénazification de l'Ukraine est aussi son inévitable déseuropéanisation...** la Russie n'aura pas d'alliés dans la dénazification de l'Ukraine, puisqu'il s'agit d'une affaire purement russe, et aussi parce que ce n'est pas seulement (...) l'Ukraine nazie qui sera éradiquée mais aussi et surtout le totalitarisme occidental, les programmes imposés de dégradation et d'effondrement des civilisations, les mécanismes de subordination à la superpuissance de l'Occident et des Etats-Unis ».

Pour la Russie, il s'agit bien d'une guerre européenne ou contre l'Europe...même si souvent, en Europe, on a tendance à dire qu'on ne se bat pas contre la Russie...mais que l'on soutient l'Ukraine dans son combat légitime contre l'envahisseur russe. La Russie, elle, se bat bien contre nous.

Evidemment, toute cette construction de narratif présentant l'Ukraine comme nazie ne tient pas debout.

Quel Etat nazi pourrait-il élire à sa tête un Président ayant des origines juives ? Ou avoir un 1<sup>er</sup> Ministre juif, Volodymyr Hroïzman, dont le Président Zelenskyi a hérité de son prédécesseur Porochenko ?

Pour rappel, l'extrême droite a obtenu moins de 3% lors des dernières élections législatives en Ukraine...il suffit de regarder le score que celle-ci peut faire dans des pays tels que la France, les Pays-Bas, la Belgique ou l'Autriche...et dans certains cas du soutien qu'elle obtient de la Russie... l'Ukraine nazie ? de quoi parle-t-on ???

### **Arrêter la guerre**

C'est la question que tout le monde se pose, surtout après bientôt trois années de guerre, de massacres de populations civiles (Boutcha, Marioupol), de viols, de déportations d'enfants, de tortures ou d'exécutions sommaires de prisonniers de guerre, sans parler des déplacements de population, des destructions d'hôpitaux, d'écoles, de monuments culturels, de centrales thermiques...j'arrête cette énumération dont chaque mot pourrait faire l'objet d'exposés

documentés car presque à chaque fois il s'agit de destinées humaines qui n'ont pas demandé à être impliquées dans un tel conflit.

Alors comment arrêter cette horreur ?

Si l'Ukraine s'arrête de se battre, il n'y aura plus d'Ukraine. Si Poutine arrête de se battre, il n'y aura plus de guerre.

Seul celui qui a commencé cette guerre peut l'arrêter...soit parce qu'il estime avoir atteint ses objectifs, soit parce qu'on l'y a contraint.

Si l'agresseur n'arrête pas la guerre de son propre chef, on peut essayer de l'y contraindre soit par la voie militaire, soit par des sanctions progressives et coordonnées, soit par des pressions politico-diplomatiques...et bien évidemment en combinant ces trois voies.

## 1/Militaire

Donc ou bien on aide l'Ukraine à recouvrer son territoire dans les frontières internationalement reconnues...avec la Crimée et le Donbass. En ce faisant, on respecte l'ordre international consacré

à la sortie de la seconde guerre mondiale. Et les Etats démocratiques ne perdent pas leur crédibilité vis-à-vis du reste du monde, parce qu'ils prouvent, au-delà de leurs déclarations, que l'on peut défendre un Etat démocratique contre un agresseur, même si celui-ci détient l'arme nucléaire. Sinon, on ouvre la porte à toute une série de conflits potentiels où s'appliquera la loi du plus fort.

## 2/ Sanctions

La voie des sanctions et de leur progressivité est elle aussi importante, même si elle demande plus de temps et une surveillance continue contre ses détournements. La Russie diffuse régulièrement des narratifs comme quoi les sanctions ne lui font aucun effet et qu'elles pénalisent davantage ceux qui les décrètent. Si tel était vraiment le cas, pourquoi devrait-elle faire appel à l'aide de l'Iran, de la Corée du Nord ou ponctuellement de la Chine ?

### 3/Politique et diplomatie

La politique et la diplomatie sont immanquablement associées à toute sortie de guerre.

Soit par une capitulation, soit par un gel des hostilités

- Pour l'Ukraine

Si le soutien international s'arrête...beaucoup dépendra de la position de la nouvelle présidence américaine avec Donald Trump ou de l'Union Européenne d'assumer le relais en cas d'arrêt ou de ralentissement des livraisons d'armes américaines...

Des négociations devront alors débiter avec une Ukraine en position de faiblesse puisqu'elle n'aura pas récupéré les 20% de son territoire...et il sera quasi impossible de condamner l'agression russe et d'exiger de quelconques dédommagements...

Et les garanties de sécurité que l'on pourrait octroyer à l'Ukraine (adhésion à l'UE et gel de toute candidature à l'OTAN) seraient-elles suffisantes si la Russie n'est pas condamnée

comme l'Allemagne ou le Japon à l'issue de la seconde guerre mondiale ? Qui dit qu'après quelques années de répit, surtout si on lève les sanctions et que l'on reprend le « business as usual », la Russie ne sera pas tentée de parachever son occupation de l'Ukraine...ou d'aller plus loin contre cet « occident collectif qui est lui-même le concepteur, la source et le sponsor du nazisme ukrainien » ?

- Pour la Russie

**Soit le soutien** militaire de l'Ukraine combiné aux sanctions devient intenable pour la Russie (autorisation des frappes en profondeur, déjà plus de 700.000 pertes humaines du côté russe) et elle demandera une issue lui permettant de sauver la face...

Soit des tensions se développent à l'intérieur même de la Fédération de Russie suite au nombre de victimes/ cfr mouvement des mères de soldats victimes de la guerre d'Afghanistan (près de 15.000 victimes). La Fédération de Russie compte 89 membres

dont certains ont été beaucoup plus sollicités que d'autres (24 républiques, 9 territoires administratifs/krai, 48 régions administratives/oblast, 3 villes d'importance fédérale/Moscou, St Pétersbourg, Sébastopol, 1 région autonome, 4 districts autonomes), **soit nous assistons** à une révolution de palais où l'entourage de Poutine décide de mettre un terme à son emprise – qui aurait pu prévoir à l'époque l'épisode Prigogine ? Quel rôle pourrait jouer dans ce contexte une opposition russe fort divisée et aujourd'hui quasiment muselée ?

**Soit, profitant d'un isolationnisme** américain, la Russie impose sa présence en Ukraine et poursuit la déstabilisation de l'Ukraine et d'autres pays démocratiques en jouant la division de l'OTAN et de l'Union Européenne et en soutenant des partis politiques qui sont proches d'elle.

Nous voyons déjà certains résultats de son travail en Hongrie, en Slovaquie pour ne citer que les plus évidents.

Voici donc quelques conclusions et beaucoup de questions que nous pouvons nous poser à bientôt mille jours depuis le début de l'invasion russe en Ukraine. Peut-être que l'année qui vient nous apportera davantage de réponses.

Mais, conscients des enjeux et des défis qui se posent à nous, c'est bien à nous qu'il reviendra de réagir et de prendre les décisions qui s'imposent. Et je terminerai par une citation d'une grande résistante française, Madeleine Riffaud, qui vient de nous quitter ce 6 novembre, âgée de 98 ans, « Aucune cause n'est jamais perdue, sauf si on l'abandonne ». Je vous remercie de votre attention.

Zénon Kowal

Délégué général hon.  
des gouvernements francophones  
de Belgique

Assemblée parlementaire de la Francophonie  
Section Europe, Pristina – Kosovo, 10-14/11/24

